

**RAPPORT GOUVERNEMENTAL****DETTE FERROVIAIRE : L'IMPASSE?**

Inscrite dans la loi du 4 août 2014, la reprise de la dette du système ferroviaire devait être le tremplin pour réussir la réforme. Il n'en est rien...

En juin 2016, en plein conflit, le gouvernement a réitéré ses annonces sur le sujet de la dette pour tenter de désamorcer la grève entamée par les cheminots avec la CGT.

Le rapport sur la dette du ferroviaire présenté hier, enterre les dernières illusions de ceux qui ont accompagné la réforme de 2014 (Direction et OS réformistes), en faisant semblant de croire aux promesses d'un gouvernement qui n'en a pas tenu une seule tout au long du quinquennat !

Pire, les dirigeants successifs de notre pays se distinguent en ne respectant pas la directive européenne dite « 91/440 » qui stipulait aux Etats membres, de reprendre leur dette du système ferroviaire. Cette directive a été appliquée par la plupart des pays européens sauf la France !

La réforme du système ferroviaire traduite dans la loi du 4 août 2014 continue de laisser des traces. En effet, la décision du gouvernement par son rapport sur la dette du système présenté hier sacralise un désengagement de l'Etat qui va exacerber la dégradation du service public ferroviaire, le niveau de sécurité sur le réseau. La recherche d'économies à réaliser pour financer le système ferroviaire va une nouvelle fois se traduire par des sacrifices que devront supporter les cheminots et les usagers de la SNCF.

La décision du gouvernement de ne pas supporter, même partiellement, la dette du système ferroviaire est significative d'une position de l'Etat d'assumer son rôle stratégique.

A la SNCF, la direction a largement coécrit les différents scénarios pour accélérer l'ouverture rapide à la concurrence et la disparition de l'entreprise publique.

Elle vient de concéder à une filiale de droit privé, l'exploitation d'une ligne en région parisienne et ce sans appel d'offres.

La direction a supprimé plus de 18 500 postes de cheminots entre 2006 et 2015 et son président annonce la destruction de 28 000 emplois dans les 7 années à venir.

L'abandon des Trains d'Equilibre du Territoire, la multiplication des camions et des bus participent de cette politique de terre brûlée : quid des sujets environnementaux, des territoires qui se désertifient, des salariés, des étudiants, des retraités livrés à leur sort ?

Il en va de même des fermetures de gares, de guichets, de lignes avec une cascade de suppressions de trains.

La Fédération CGT des cheminots ne manquera pas de combattre ces choix néfastes pour les cheminots, les usagers et les populations.

Des initiatives sont d'ores et déjà engagées avec les comités de défense et les politiques qui s'opposent au diktat du libéralisme.

CONTACT
SERVICE PRESSE
COMMUNICATION
THIERRY NIER
Tél : 01 55 82 84 32
com@cheminotcgt.fr

